

BIRMANIE : CINQ ANS APRÈS LE COUP D'ÉTAT

REGARD DE FONDEMOS



La Spring Revolution

Aujourd'hui marque le cinquième anniversaire de la prise de pouvoir par l'armée birmane, le 1er février 2021. Le pays reste pris au piège d'une guerre civile qui s'étend et d'une crise humanitaire qui s'aggrave. Un retour sur ces cinq dernières années montre comment un coup d'État a rapidement dégénéré en conflit à l'échelle nationale.

En **2021**, le coup d'État a déclenché la « **Spring revolution** » : des manifestations de masse, pacifiques, et un Mouvement de désobéissance civile (CDM) à l'échelle nationale, exigeant un retour au pouvoir civil. La répression a été immédiate et meurtrière. À la mi-2022, des observateurs rapportaient que plus de **2 000 civils avaient été tués**. En avril 2021, des parlementaires anti-coup d'État et leurs alliés ont annoncé la création du **Gouvernement d'unité nationale** (NUG), cherchant à unifier le front anti-junte. Autour de lui, la résistance armée s'est développée via les Forces de défense du peuple (PDF), parallèlement à une coordination croissante avec les Organisations de résistance ethniques (ERO).

En **2022**, la **résistance s'est consolidée sur des fronts fragmentés**. Les acteurs de l'opposition ont renforcé leurs liens entre régions et au-delà des lignes ethniques, souvent difficile, passant d'une mobilisation spontanée à une coordination politique et opérationnelle plus structurée. La junte a conservé le contrôle des principales villes et des grands axes, mais son emprise s'est érodée ailleurs.

Le conflit a atteint un tournant opérationnel en

2023. Le 27 octobre, l'opération 1027, lancée par, l'Alliance des Trois Fraternités (l'Arakan Army, la Ta'ang National Liberation Army et la Myanmar National Democratic Alliance Army), **a marqué une escalade majeure**. Cette offensive coordonnée a permis des gains significatifs et a mis en évidence les vulnérabilités de la junte, avec des effets d'entraînement sur les dynamiques régionales, notamment sur la posture de la Chine dans les zones frontalières où ses intérêts étaient directement en jeu.

En **2024**, les tensions pesant sur le régime sont devenues plus difficiles à dissimuler. En février, la **conscription imposée par la junte a été largement interprétée comme un signe de manque d'effectifs** et comme un facteur de panique et de départs, en particulier parmi les jeunes. À partir de mai, **la résistance a lancé une offensive renouvelée** (1027-2), tandis que la junte s'est encore davantage appuyée sur la puissance aérienne et la violence indiscriminée, notamment par des bombardements fréquents de zones civiles et un recours accru aux drones.

REGARD DE FONDEMOS

En **2025**, la crise a été marquée par une catastrophe et par de nouvelles manœuvres politiques. Le **séisme du 28 mars** près de Mandalay a aggravé une situation déjà catastrophique, avec des **estimations de décès autour de 5 500**. Mais cela n'a pas empêché la junte de bombarder des civils et de tenter de bloquer l'aide humanitaire. Alors que le conflit se poursuivait, la junte a cherché à projeter une image de stabilité en ravivant la perspective **d'élections générales**, en lançant formellement le processus le **28 décembre**. Présenté comme une voie vers la « *normalisation* », le scrutin semblait surtout destiné à obtenir une légitimation intérieure et internationale. L'opposition, ainsi qu'une grande partie de la communauté internationale, y compris l'ASEAN, ont rejeté le processus, continuant d'articuler mobilisation politique et pression militaire.

Malgré une apparence d'impasse, le NUG et les ERO **poursuivent la recherche d'une issue démocratique**. Les efforts récents de coordination incluent la formation de la Spring Revolution Alliance (SRA), qui rassemble plus de 19 groupes d'opposition. Pendant ce temps, la situation humanitaire continue de se dégrader. **Le Plan de**

réponse aux besoins humanitaires 2026 des Nations unies (HNRP) estime que **16,2 millions** de personnes auront besoin d'une **assistance humanitaire** et que plus de **3,5 millions sont déplacés**.

Ce qu'il faut maintenant, **ce n'est pas seulement un rejet ferme de ces élections factices**, mais aussi une **position plus ferme et plus coordonnée**, à la fois de la part des gouvernements occidentaux et des États membres de l'ASEAN. Les sanctions

européennes et américaines constituent une première étape, mais elles ne suffisent pas à elles seules à mettre fin à la guerre ni à **protéger les civils pris au piège d'une catastrophe humanitaire qui s'aggrave**. Le cinquième anniversaire du coup d'État ne devrait pas être traité comme un symbole : il devrait **au contraire être un moment pour intensifier la pression et le soutien**, alors que les forces d'opposition s'organisent et attendent un appui international significatif.



Myanmar Now

- Ce chiffre est fondé sur le périmètre des zones affectées défini par le plan, plutôt que sur l'ensemble de la population du pays ; en 2025, le HNRP de l'ONU estimait à 19,9 millions le nombre de personnes ayant besoin d'aide à l'échelle nationale.